

# écoalerte

NUMÉRO SPÉCIAL

CONSEIL DE CONSERVATION DU NOUVEAU-BRUNSWICK

DECEMBRE 2015

# 2°



CANADA		POSTES
POST		CANADA
Postage paid Publication Mail		Port payé Poste- publications
40050411		

PASSONS AUX ACTES : COP21 À PARIS

Spring Peeper Photo: Nick Hawkins

# Aidez-nous à faire la différence.

### Je veux devenir membre et sympathisant:

- 15\$ faible revenu, aîné(e), étudiant(e)     30\$ individu
- 40\$ famille     55\$ Association

Êtes-vous un nouveau membre?     Oui  Non    Je voudrais un renouvellement automatique de ma cotisation     Oui  Non

### Je voudrais faire un don unique de:

- 30\$     50\$     120\$     Autre

### Adresse postale :

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

Email \_\_\_\_\_

### Mode de paiement :

- VISA     MasterCard

Nom \_\_\_\_\_

N° de carte \_\_\_\_\_

Exp. \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

Chèque (payable à Conservation Council of NB)

Le Conseil de conservation du Nouveau-Brunswick est une organisme de bienfaisance enregistré qui organise des projets d'éducation et de sensibilisation aux problèmes environnementaux. Le Conseil de conservation fournira un reçu d'impôt pour activités de bienfaisance. Veuillez adresser vos dons à 180 Saint John St., Fredericton, Nouveau-Brunswick E3B 4A9.

### En tant que membre, vous recevrez:

- l'abonnement au magazine *Éco-Alerte*
- *EcoNews*, notre newsletter électronique
- Des réductions offertes aux membres uniquement.



Merci!

## Conseil d'administration

### PRÉSIDENTE

Liane Thibodeau

### DIRECTEURS

- John Bird
- Stephanie Coburn
- John Crompton
- Susan Eddy
- Hannah Grant
- Frank Johnston
- Scott Kidd
- David MacDonald
- Tyler McCready
- Rob Moir
- Owen Taylor
- Paula Tippet
- Jessica Vihvelin

## Personnel

### DIRECTRICE GÉNÉRALE

Lois Corbett

### Personnel des programmes

- Matt Abbott, *sentinelle de la baie de Fundy*
- Blair Cox, *Marketing*
- Ronald Fournier, *traducteur*
- Tracy Glynn, *programme de conservation des forêts*
- Nadine Ives, *projet Tous dehors pour apprendre*
- Jon MacNeill, *communications*
- Stephanie Merrill, *programme de protection de l'eau douce*
- Inka Milewski, *conseillère scientifique*
- Justine Spits, *traductrice*

## ADMINISTRATION

Stephanie Phillips

### STAGIAIRE

- Najat Abdou-McFarland
- Olivia DeYoung
- Karyn MacPherson
- Pascale Lea Ouellette
- Michelle Roy
- Larissa Verhoeven
- Marissa Walcott

### Directeur de la rédaction

**Jon MacNeill**, [jon.macneill@conservationcouncil.ca](mailto:jon.macneill@conservationcouncil.ca)  
Tél : 458-8747

## GRAPHISTE

Stacy Howroyd, [design@makeanimprint.ca](mailto:design@makeanimprint.ca)



# La voie vers l'énergie propre produite localement

**D**ebout à côté du Premier ministre du Canada, Justin Trudeau, lors du Forum sur la coopération économique Asie-Pacifique, le Président américain, Barack Obama, a utilisé une merveilleuse métaphore pour décrire comment il voit la transition entre s'éloigner des sources d'énergie polluantes vers l'adoption d'une économie faible en carbone, afin que l'on puisse éviter des changements climatiques dévastateurs à l'échelle mondiale.

« Ceci va être un processus désordonné et cahoteux à l'échelle mondiale, mais je suis confiant qu'on puisse le faire, » déclarait Obama. « Et le fait que nous avons maintenant un très solide partenaire au Canada pour aider à établir des règlements à l'échelle mondiale sur comment on va aborder tout ça, je pense que cela sera d'une aide extraordinaire. »

Les mots « Canada, changements climatiques et soutien » apparaissant tous dans la même phrase, cela ce n'est pas vu depuis plus de 10 ans. Et la métaphore d'une voie cahoteuse pourrait servir de conseil à tous les premiers ministres, y compris notre propre Brian Gallant. Après tout, de bons plans nationaux pour réduire la pollution contiennent presque toujours, essentiellement, des actions clés entamées par le leadership provincial.

Personne ne devrait être leuré par l'assertion que parce que la pollution de notre pays est une petite partie de l'équation mondiale des émissions de carbone, il y a peu que l'on puisse y faire. Le fait demeure que le Canada est le neuvième plus grand contributeur de gaz à effets de serre qui causent les changements climatiques, pompés autour du monde quand nous brûlons du pétrole, de l'essence, du charbon et du gaz naturel. En plus de la statistique additionnelle qui met les Canadiens bien en avant quand l'on compare la pollution par le carbone sur une base personnelle avec les autres citoyens de ce monde, cela signifie que chaque démarche que nous entamons va aider. Les Néo-Brunswickois se classent en troisième place dans la pollution par le carbone par habitant au Canada, derrière les gens de l'Alberta et ceux de la Saskatchewan, surtout à cause de notre dépendance sur l'électricité alimentée au charbon et sur l'huile pour le chauffage.

Si je peux emprunter la métaphore de la voie cahoteuse du Président Obama, le gouvernement du Nouveau-Brunswick peut démontrer qu'il est sérieux vis à vis la pollution par le carbone en utilisant ces trois éléments suivants pour déterminer la voie vers un avenir énergétique sans carbone.

## Il nous faut fixer la bonne destination

Nous devons limiter le ratio de dioxyde de carbone dans l'atmosphère de la Terre à 350 parties par million (comparé à toutes les autres molécules) afin de maintenir le réchauffement planétaire en-dessous de 2 degrés Celsius d'ici 2050 afin d'éviter les pires impacts des changements climatiques. Ce bilan de réduction serré -- nous en sommes présentement à 400 ppm -- signifie qu'il nous faut maintenant des plans pour décarboniser notre économie et passer rapidement et avec ambition au delà de la combustion du charbon, du pétrole et du gaz naturel en utilisant des sources d'énergie 100 % renouvelables d'ici 2050 au plus tard. C'est ça notre destination.

## Il nous faut construire une meilleure route

L'électricité propre va devenir la pierre angulaire de la nouvelle économie et, au Nouveau-Brunswick, la clé d'un avenir faible en carbone est d'éliminer le charbon et de s'engager à obtenir tout le nouvel approvisionnement en électricité de sources d'énergie renouvelables au cours des 10 prochaines années. Le rapport d'Environnement Canada sur l'inventaire des gaz à effets de serre pour 2013 indiquait que l'électricité alimentée au charbon, au Nouveau-Brunswick, représentait presque trois millions de tonnes, de loin la plus grosse source dans la province.

Pour rendre à César ce qui est à César, Énergie NB planifie de réduire la demande en électricité, d'augmenter les sources d'énergie renouvelable et d'investir, d'une manière hésitante, dans l'efficacité énergétique et un réseau intelligent ; ce sont toutes de bonnes idées. La question se pose à savoir combien de temps il faudra pour que leur plan nous amène à notre destination. L'échéancier d'Énergie NB pour éliminer le charbon est 2045, soit 30 ans derrière l'Ontario, 20 ans plus tard que toute la Grande-Bretagne et une décennie

même de plus que l'Alberta.

Un système d'électricité propre qui obtient toute son énergie de sources renouvelables, comme l'énergie solaire, éolienne, marémotrice et hydroélectrique, peut répondre non seulement aux besoins des maisons et des commerces en matière de chauffage, mais il aiderait aussi à alimenter la transition dans le secteur des transports -- où l'on pourrait se fier sur les batteries électriques du siècle présent au lieu des moteurs à combustion du siècle passé.

La nouvelle « route » ne comprend pas seulement de beaux gadgets et la technologie dernier cri, comme des panneaux solaires et des turbines marines. Il faut aussi inclure des choses ennuyantes comme de meilleures fenêtres et une meilleure isolation dans les caves et les greniers. La bonne nouvelle à propos de l'investissement du gouvernement dans l'efficacité énergétique pour l'industrie et les programmes de rénovation des bâtiments, ce sont les emplois immédiats que cela va créer -- pour chaque dollar dépensé sur l'efficacité, quatre dollars sont retournés dans l'économie mondiale.

## Il nous faut un agent de la circulation

Même si l'on aimerait bien cela, nos chemins ne sont gérés par des actions volontaires. Tout comme il nous faut des lois sur la vitesse et la sécurité des véhicules, il nous faut aussi de nouvelles lois et réglementations pour guider notre économie. Nous avons présentement des cibles volontaires -- à titre d'exemple une réduction de 10 % d'ici 2020, et une réduction d'entre 35 et 45 % d'ici 2030. Le gouvernement provincial doit introduire une nouvelle législation qui met fermement en place des cibles et des échéanciers pour la réduction du carbone, qui inclut des dispositions pour des plafonds sur les gros pollueurs et qui guide le développement de nouveaux bâtiments vers l'utilisation de l'énergie zéro. Une législation progressive examinerait également comment charger pour la pollution -- présentement elle se promène gratuitement -- que ce soit par l'entremise d'une taxe sur le carbone, comme en Colombie-Britannique, ou par un système de plafond et d'échanges, comme au Québec et en Ontario.



Lois Corbett est la directrice générale du Conseil de conservation du Nouveau-Brunswick.

# Louise Comeau: Tracer le parcours vers une économie de l'énergie renouvelable au Canada

Par Jon MacNeill

## Louise Comeau aime imaginer un mode de vie différent.

Imaginez, dit-elle, que votre toit est couvert de panneaux solaires qui alimentent votre éclairage, qui chauffent votre eau et aident à recharger votre voiture à émission zéro. Vous descendez dans la rue et c'est la même chose pour chaque maison et commerce dans votre communauté ; un système intégré d'énergie renouvelable qui réduit la pollution et qui crée des emplois gratifiants.

Des promesses en l'air ? Pas du tout. Louise Comeau, Directrice générale du Réseau action climat Canada, déclare que le Canada peut créer une économie de l'énergie renouvelable au cours des 10 prochaines années -- il nous faut le courage et la volonté afin que cela se produise.

## La voie à suivre

En novembre, avec l'approche de la Conférence de l'ONU sur les changements climatiques, le Réseau action climat Canada a publié une feuille de route pour faire en sorte que sa vision devienne une réalité. Trois grandes démarches vers un système d'énergie renouvelable à 100 % pour le Canada explique comment nous pouvons créer une économie de l'énergie renouvelable qui est accessible à tous les Canadiens, qui respecte les droits des peuples autochtones et qui rend inutile l'expansion des sables bitumineux.

Les trois grandes démarches ? Éliminer du réseau électrique les combustibles

« Ces démarches nous donnent l'opportunité de réduire la pollution et d'engager les Canadiens en tant que participants à part entière dans leur système d'énergie ; je crois que cela est vraiment stimulant et important si nous voulons atteindre cet objectif, » déclare Louise Comeau, qui a aidé à rédiger le rapport et qui dirige le réseau national sur le climat à partir de son bureau à domicile, à Keswick Ridge.

« Nos maisons, nos véhicules et notre mode de vie deviennent partie de la solution, au lieu d'aider à prolonger le problème. »

à base de carbone, comme le charbon et le pétrole ; accélérer l'adoption par le marché des véhicules électriques et hybrides ; et, rénover (et réglementer) les bâtiments commerciaux et résidentiels selon des normes d'émission zéro.

## Pourquoi 100 % renouvelable ?

Selon le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat, le Canada s'est déjà réchauffé à presque deux fois le taux mondial depuis 1950. Les Canadiens dans le Grand Nord sont dans une situation encore plus grave, ayant à faire face à la

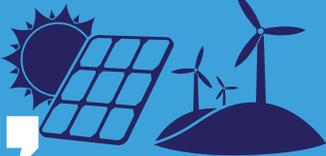
fonte du pergélisol et à la disparition de la banquise de glace, sans oublier l'érosion des côtes, ce qui devient aussi un problème au Nouveau-Brunswick, ainsi que le long de la Côte Est.

De sérieux événements d'incendies de forêts, de sécheresses et d'inondations se produisent à une fréquence plus élevée. Le Ministère de l'Agriculture et de la Foresterie de l'Alberta a publié des données au début de novembre qui démontrent que l'été 2015 avait compté des feux de forêt couvrant plus de 492 000 hectares — le double de la moyenne sur 25 ans. De fortes pluies anormales à travers le Nouveau-Brunswick à la fin de novembre ont causé plus de 100 incidents d'infrastructures endommagées, à partir de chemins emportés par l'eau jusqu'aux ponceaux entièrement exposés. À travers le pays, les propriétaires et les commerces doivent gérer de nouveaux niveaux d'inondations et des pannes de courant prolongées à cause des phénomènes météorologiques extrêmes, alors que les chasseurs, les pêcheurs et les fermiers luttent pour s'adapter à l'effet négatif que cela cause aux cultures et au comportement animal.

Il y a un consensus parmi les spécialistes du climat que l'activité humaine -- plus précisément la combustion de gaz à effets de serre -- cause les changements climatiques. Le Réseau action climat Canada estime que le Canada devra réduire d'un tiers sa pollution par le carbone d'ici 2025 afin de faire sa juste part dans la prévention de dangereux niveaux de réchauffement planétaire. Ceci signifie qu'il faut trouver des moyens d'éliminer environ 250 millions de tonnes d'émissions de gaz à effets de serre.

## Voici comment nous pouvons y arriver — Trois grandes démarches

### Électricité de sources renouvelables



**Comeau explique que la clé pour bâtir un système d'énergie 100 %, c'est d'éliminer le charbon et exiger que toutes les nouvelles centrales utilisent des sources d'énergie renouvelables.**

Une taxe équitable sur le carbone va aider ces deux efforts. Comeau ajoute que le gouvernement fédéral devrait travailler avec les provinces et les territoires pour établir une taxe cohérente sur le carbone et exiger que le secteur industriel respecte des normes minimales de performance.

Des initiatives de tarification du carbone — telles que le plafonnement et les échanges en Ontario et au Québec, ainsi que les taxes sur le carbone en Colombie-Britannique et (annoncé tout récemment) en Alberta — vont aider à limiter les émissions de nos maisons, des commerces et des opérations industrielles, y compris sur les autoroutes.

Selon le récent rapport « Pathways to deep decarbonization in Canada » (Pour une décarbonisation substantielle au Canada), virer vers l'électricité générée à partir de ressources renouvelables est la manière la plus importante de réaliser des réductions substantielles de la pollution mondiale par le carbone. Et l'effort est déjà bien avancé — la plus récente perspective de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) démontre que presque la moitié de la nouvelle capacité mondiale de production électrique venait de l'énergie renouvelable en 2014.

Du progrès se fait également au Canada. Un rapport de « Clean Energy Canada » (Énergie propre Canada) démontre que les investissements dans la production d'énergie propre ont augmenté de 88 % au cours de l'année précédente, en 2014, pour un total de 10,7 milliards de dollars. L'organisation déclare qu'environ 27 000 personnes travaillent présentement dans le secteur de l'énergie propre au Canada, ce qui dépasse le nombre de personnes employées dans les sables bitumineux.

L'Association des industries solaires du Canada rapporte que le marché du solaire s'accroît de 50 % par année et que l'on prévoit que l'énergie renouvelable va représenter un tiers de la production électrique mondiale d'ici 2035. L'Association déclare qu'entre 25 000 et 41 000 emplois dans la fabrication et l'installation du solaire pourraient être créés au Canada d'ici 2025 avec un bon leadership fédéral.

### Des bâtiments efficaces et à émission zéro



**L'une des meilleures manière de conserver de l'énergie et de réduire la pollution, c'est de ne pas gaspiller l'énergie déjà produite. C'est pourquoi, explique Comeau, il nous faut des codes du bâtiment plus rigoureux qui créent beaucoup d'emplois et qui réduisent la pollution.**

Le rapport sur la décarbonisation substantielle décrit certaines composantes clés d'un code du bâtiment qui est proactif, tel que : exiger l'utilisation de technologies à émission zéro ou près de zéro dans tous les nouveaux bâtiments et les rénovations ; et, des réglementations obligatoires en matière d'énergie et d'intensité des gaz à effets de serre pour les bâtiments, les véhicules et les appareils.

Le Réseau action climat affirme que le gouvernement pourrait encourager l'adoption de technologies telles que l'énergie solaire thermique, les systèmes photovoltaïques et les thermopompes pour chauffer et climatiser nos maisons en incluant des normes de construction à émission zéro dans nos codes du bâtiment. Le Réseau ajoute que nous pourrions voir une chute de la consommation de l'énergie pour les bâtiments de 53 % à 73 % d'ici 2050 en adoptant ces améliorations technologiques et efficaces.

Pour Lois Corbett, l'état actuel du parc immobilier au Nouveau-Brunswick présente ce qu'elle appelle un « problème heureux ». Corbett, un membre fondateur du Réseau action climat Canada, déclare que des normes d'un code du bâtiment à émission zéro dans notre province ferait en sorte que nos entrepreneurs en construction seraient occupés pendant longtemps.

« Nos résidences sont parmi les plus vieilles au pays -- grinçantes, froides et traversées de courants d'air en hiver, et très chaudes en été, » explique Corbett. « Si nous réparons cela, non seulement l'on épargnerait un tas d'argent aux Néo-Brunswickois au niveau des coûts de chauffage et de climatisation, mais nous créons beaucoup d'emplois pour les charpentiers, les plombiers et toutes sortes de métiers. »

### Des transports efficaces et à émission zéro



**Le rapport d'inventaire des gaz à effets de serre d'Environnement Canada pour 2014 démontre que le secteur des transports est responsable pour 28 % de la pollution par le carbone au Canada. La manière la plus efficace de diminuer ce chiffre, c'est d'encourager plus de Canadiens à s'assurer que leur prochain véhicule soit hybride-électrique ou électrique.**

Comeau ajoute que le gouvernement fédéral peut accélérer l'adoption de véhicules hybrides et électriques en suivant l'exemple de la Californie d'établir des exigences pour des véhicules à émission zéro (ZEV). Selon la « California Air Emissions Board », la plus récente version de sa réglementation ZEV va mener à plus de 1,4 million de ZEV (zero emitting vehicles) sur la route d'ici 2025.

En réglementant les véhicules personnels et commerciaux à des normes zéro ou près de zéro, le rapport sur la décarbonisation substantielle prévoit que le Canada pourrait éliminer 45 mégatonnes d'émissions d'ici 2025.

**Le Réseau action climat Canada** explique que nous pouvons réduire d'un tiers la pollution par le carbone en 10 ans et atteindre une décarbonisation complète en-dedans de 35 ans en visant un système d'énergie 100 % renouvelable.

« Les Canadiens appuient cette transition, point à la ligne, » déclare Comeau. « Un sondage récent commandité par notre groupe démontre que la majorité des Canadiens croit que protéger le climat est plus important que de construire de nouveaux oléoducs et augmenter notre utilisation de combustibles fossiles. »

« Le temps est venu pour le Canada d'être audacieux et courageux -- en commençant par la Conférence de l'ONU sur le climat à Paris, et donner suite ici au pays -- afin de s'assurer que l'on devienne le pays que nos citoyens désirent. »

[climateactionnetwork.ca](http://climateactionnetwork.ca)



## Des leaders étudiants championnent le combat pour la justice climatique

Par Najat Abdou-McFarland

**T**out juste comme les étudiants furent les principaux moteurs du changement social dans la campagne de désinvestissements pour mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud, l'un des combats clés dans la protection du climat de nos jours est amorcé sur les campus des collèges et des universités autour du monde, ainsi qu'ici même au Nouveau-Brunswick.

Le mouvement de désinvestissements dans les combustibles fossiles fait appel aux individus, aux institutions publiques et aux corporations de retirer leur appui financier aux entreprises de combustibles fossiles pour investir dans le secteur de l'énergie propre et renouvelable.

Mené par des organismes tels que « **350.org** » et « **Divest-Invest** », ce mouvement est devenu la campagne croissant le plus rapidement en matière de désinvestissements, avec plus de 800 entités (incluant des établissements d'enseignement, des organisations professionnelles, des institutions de santé, des fondations caritatives et des municipalités) promettant de se désinvestir d'un montant combiné de 50 milliards de dollars dans les compagnies pétrolières et gazières au cours des quatre prochaines années.

Les campus de collèges et d'universités sont au centre de ce mouvement.

« **GoFossilFree.org** » contient la liste de groupes d'étudiants actifs sur cinq continents, avec des centaines inscrits aux États-Unis et plus de 20 groupes qui opèrent à travers le Canada, y compris à l'Université du Nouveau-Brunswick (UNB), campus de Fredericton, et l'Université Mount Allison (Mt. A) à Sackville.

Le groupe de Mt. A a commencé

humblement comme projet d'étudiant pour un cours sur l'action environnementale en 2013. C'est de ce projet qu'est né le « **Mount Allison Student Divest Group** » qui devint une campagne complète pour extirper tous les investissements liés aux combustibles fossiles dans le portefeuille d'investissements du fonds de dotation de l'université.

Le groupe a préparé un rapport contenant les arguments en faveur des désinvestissements dans les combustibles



fossiles à Mt. A. Il fut soumis au Conseil des gouverneurs de l'université avec grande fanfare dans « *The Argosy* », la publication étudiante sur le campus.

En présentant leurs arguments, les étudiants ont expliqué que la réputation de Mount Allison, en tant qu'établissement d'enseignement post-secondaire exceptionnel, contraignait le Conseil à utiliser ses privilèges et sa position pour influencer les affaires mondiales d'une manière positive. Le rapport décrivait la nécessité impérieuse d'une action robuste

en ce qui a trait aux impacts potentiellement catastrophiques des changements climatiques et il illustre comment les forces mondiales faisaient pression sur les acteurs financiers pour qu'ils réalignent leurs activités de sorte à contenir le réchauffement planétaire.

Le rapport mentionnait également les grandes foulées actuelles dans le développement d'un cadre international sur l'atténuation des changements climatiques -- telle que la Conférence de l'ONU à Paris. Avec la croissance rapide actuelle dans les technologies de l'énergie renouvelable et les marchés de l'énergie propre, le rapport avertissait que les investissements dans les combustibles fossiles risquaient de devenir des droits d'actifs délaissés dans un proche avenir et il argumentait que de continuer les dépenses insouciantes en capital sur des réserves de combustibles fossiles destructifs n'est pas seulement dévastateur pour l'environnement ; c'est également financièrement et économiquement ruineux.

Le groupe a aussi distribué de petits carreaux oranges -- un symbole de la campagne sur les désinvestissements des combustibles fossiles -- afin de démontrer au Conseil des gouverneurs que leur campagne avait l'appui des étudiants, du corps professoral et des membres de la communauté de Sackville.

La campagne a connu sa première victoire durant l'hiver 2015 quand le syndicat du corps professoral a voté pour appuyer son initiative de désinvestissement. Au même moment, le conseil étudiant de Mt. A. votait pour rejeter une motion pour appuyer l'initiative ; cependant, Clay Steell, un membre du groupe sur les désinvestissements disait que le conseil repensait sa décision.

Un revers vint plus tard durant l'hiver quand le groupe a approché le Comité des finances et des investissements du Conseil des gouverneurs et fut informé que le comité n'avait pas la capacité de considérer sa proposition. Steell déclare que ceci démontre que l'université a besoin d'un meilleur mécanisme en place pour donner aux étudiants la capacité d'influencer les résultats des décisions de l'école en matière d'investissements. Il ajoute que le groupe va continuer à faire pression sur l'administration pour donner suite avec les désinvestissements et il a encouragé les lecteurs à vérifier pour des mises à jour sur leur progrès dans le journal de l'université.

À la fois le groupe de Mt. A. et un groupe « **Fossil Free** » à UNB ont organisé des événements sur leurs campus respectifs pour la toute première Journée mondiale sur les désinvestissements, en février 2015. Ils s'attendent d'organiser des événements de nouveau cette année et nous vous encourageons à y participer si possible.

Visitez la page web du Conseil de conservation (**conservationcouncil.ca**) pour plus de liens sur le mouvement de désinvestissements et sur comment vous pouvez retirer la pollution par le carbone de vos propres investissements.

# Faire notre engagement personnel envers le climat

Les dirigeants du monde se rencontrent à Paris en ce moment pour forger l'engagement de chaque nation pour réduire les changements climatiques. Alors, quelle meilleure opportunité pour vous de déterminer votre propre plan pour vivre d'une manière plus écologique ? Voici quelques idées et conseils pour vous aider.

Par Larissa Verhoeven



## Efficacité énergétique

Qu'est-ce que l'efficacité énergie signifie vraiment? Cela veut dire que l'on veut que nos maisons soient confortables en hiver et fraîches en été. Il est bien plus facile de faire ceci quand nos maisons sont bien scellées et isolées. Prévenir des courants d'air indésirables en s'assurant que le calfeutrage et les coupe-froid autour des portes et des fenêtres sont en bonne condition. Pensez à utiliser une trousse pour les fenêtres afin d'ajouter de l'isolation -- vous verrez une différence. N'oubliez pas de baisser vos thermostats la nuit, mais vous pouvez épargner de l'argent si vous tentez de ne pas les ajuster trop souvent durant la journée -- trouvez un réglage qui est confortable pour votre famille et maintenez-le. De plus, les chaussons pelucheux et les chandails en laine sont dans votre placard pour une raison -- n'hésitez pas à laisser votre thermostat tranquille et mettez plus de vêtements.



## Énergie renouvelable

En plus de l'efficacité, votre source de chauffage est également importante. Les moyens traditionnels de chauffage à l'huile et au gaz peuvent être dispendieux -- et ont certainement un gros impact sur l'environnement. Pensez à ajouter ou à changer à l'énergie renouvelable pour aider à compenser pour votre empreinte écologique et le coût de votre facture d'électricité. À titre d'exemple, les propriétaires avec un système solaire relié au réseau peuvent « mettre en banque » l'énergie excédentaire qu'ils produisent durant les heures de pointe et utiliser ces crédits durant les accalmies. Étant donné la longue durée des hivers au Nouveau-Brunswick, on pourrait ne pas croire que des panneaux solaires seraient une source d'énergie efficace. Mais la position du Nouveau-Brunswick sur la planète nous donne de fait les mois d'hiver les plus ensoleillés au Canada, et les panneaux solaires produisent réellement plus d'électricité durant les températures plus froides. Les vents d'hiver sont souvent plus forts que durant les autres saisons, augmentant ainsi la production des éoliennes et des parcs éoliens. Au delà des avantages environnementaux, peut-être que le plus grand avantage d'incorporer l'énergie renouvelable dans votre maison, c'est la satisfaction que vous aurez quand le réseau électrique traditionnel subira ses pannes inévitables. L'hiver passé, alors que de sévères tempêtes d'hiver ont causé une série de pannes de courant à travers la province, les Néo-Brunswickois furent mis en appétit par un article de journal à propos d'une famille à Tracy qui était inconsciente de tout cela. Alimentée entièrement par de l'énergie renouvelable, la maison devint le point de rassemblement non-officiel des voisins quand

le réseau traditionnel est tombé en panne. Alors, si vous amenez l'énergie renouvelable dans votre maison, ne soyez peut-être surpris si quelques voisins un peu frusqués viennent cogner à votre porte durant ces mauvaises tempêtes d'hiver.

## Alimentation locale



Il y a plusieurs avantages à acheter de la nourriture locale et à cultiver vos propres aliments -- à la fois pour votre propre santé et pour la santé de notre planète.

Ne laissez pas un petit gazon (ou l'absence d'un gazon) vous empêcher de produire de la nourriture saine et nourrissante. Des parterres de jardin en bois sur votre gazon ou sur la terrasse ne prennent pas trop d'espace, mais ils vous donnent bien de la place pour y faire pousser des concombres, des tomates, des légumes verts ou autres produits maraîchers. Et leur dimensions compactes représentent moins de temps pour s'occuper des cultures et plus facile de correspondre à votre horaire.

Si produire votre propre nourriture n'est pas une option, pensez à faire l'effort conscient d'acheter localement et de vous procurer des aliments en saison. Il y a tellement de raisons de commencer à acheter localement; votre argent reste dans la communauté locale et l'économie provinciale ; les aliments locaux voyagent bien moins loin et causent ainsi moins de pollution par le carbone causée par les transports ; vous êtes proactifs avec votre santé en mangeant des aliments plus sains et plus nutritifs (souvent libres de pesticides) ; la nourriture a meilleur goût ; et, vous pouvez développer de vraies bonnes relations avec les gens qui produisent votre nourriture et qui font l'élevage des animaux.

Quand les aliments locaux ne sont pas disponibles à l'épicerie, n'oubliez pas de magasiner pour des fruits et des légumes qui sont en saison et qui viennent d'aussi proche que possible ; appuyez les producteurs de viande et de produits maraîchers qui se sont engagés aux pratiques biologiques ; et, évitez les aliments produits avec des pesticides ou ceux avec beaucoup d'emballage. Avec l'arrivée de la saison des Fêtes, pensez à acheter une dinde élevée

localement (vous pouvez en trouver en utilisant notre **BuyLocalNB App - buylocalnb.ca**).

## Transports alternatifs

Les avantages des transports alternatifs comportent souvent deux volets : ils font pomper votre cœur et ils empêchent la production des gaz d'échappement des véhicules. Est-ce que vous devez vous rendre au magasin du coin pour ramasser quelques articles pour le souper ? Amenez votre partenaire et marchez-y une ou deux fois par semaine -- vous allez apprécier le temps additionnel que cela prend. Les enfants veulent aller jouer à la maison d'un ami ? Dites-leur de sauter sur leurs bicyclettes et emprunter une piste sécuritaire. Il nous arrive souvent de sauter dans la voiture et partir, mais il y a des opportunités de laisser les voitures gloutonnes dans le garage.



Selon le *Live Earth Global Warming Survival Handbook*, les conducteurs typiques utilisent 340 gallons d'essence par année, ce qui représente environ 6100 lbs de CO<sub>2</sub> par personne. Si marcher ou faire du vélo ne sont pas une option, une manière facile de réduire ce chiffre, c'est le covoiturage pour le travail ou les loisirs. Voyagez avec les voisins, les collègues de travail, votre époux ou épouse, ou vos amis sur une base régulière et, si possible, prendre un arrangement avec votre employeur de travailler à partir de la maison une ou deux journées par semaine. Les véhicules à passager représentent une portion importante de l'ensemble de nos émissions de gaz à effets de serre au Nouveau-Brunswick ; donc, le plus nous marchons, pédalons ou faisons du covoiturage, le mieux nous en serons tous. Mieux encore, pensez à acheter un véhicule électrique ou hybride lors de votre prochain achat.



# Le meilleur et le reste: les plans climatiques en vue de Paris

Par Pascale Léa Ouellette

Beaucoup d'attention de la part des médias et, à un moindre degré, de la part du public, est dirigée vers la France, là où les dirigeants de 195 pays, riches et moins riches, s'assoieront du 30 novembre au 11 décembre afin de déterminer des actions concrètes, et ce dans un effort uni de maintenir le réchauffement global en-dessous de 2°C d'ici le milieu du siècle. Mais que vont réellement faire les dirigeants là-bas? Pouvons-nous nous attendre à ce que la conférence fasse vraiment une différence?

Notre réponse à la première question – beaucoup de choses, très certainement. Et à la deuxième? Nous l'espérons.

Ce qui rend cette 21<sup>e</sup> conférence des parties (COP, où les parties sont les pays qui ont signé la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques en 1992) différente est que pour la première fois, on s'attend à ce que tous les pays fassent des plans juridiquement contraignants, appelés *Intended Nationally Determined Contributions* (INDC). Ils seront mentionnés sous l'appellation "plans nationaux" dans la suite de cet article.

Le premier accord global sur les changements climatiques, établi en 1992, était volontaire et non juridiquement contraignant. Le développement majeur

suivant, qui a eu lieu à Kyoto en 1997, a introduit le concept de "légalement contraignant" dans le traité modificatif, et les négociateurs ont obtenu des

**Les Canadiens sont prêts pour du leadership & de l'action à la Conférence des Nations-Unies sur les changements climatiques**

**83%**

des Canadiens sont soit très préoccupés (53 %) ou un peu préoccupés (30 %) par les changements climatiques

**64%**

des Canadiens veulent que notre gouvernement s'associe à d'autres leaders à la Conférence de l'ONU pour obtenir un accord juste et efficace



**UNIS POUR L'ACTION SUR LE CLIMAT**

[cop21.gouv.fr](http://cop21.gouv.fr) #COP21

**63%**

des Canadiens veulent un Accord de Paris juste qui établit les règles à suivre par tous les pays

**84%**

des Canadiens veulent que le gouvernement fédéral affecte de nouveaux investissements dans un plan pour créer des emplois dans le secteur de l'énergie renouvelable

**67%**

des Canadiens veulent que notre gouvernement offre une aide substantielle aux gens moins fortunés que nous pour aborder les changements climatiques et soutenir une économie de l'énergie renouvelable

Source: Perspectives canadiennes sur les changements climatiques, sur l'énergie et les priorités politiques en matière d'action sur le climat et les négociations de Paris: Résultats d'un sondage, Novembre 2015

## Histoire des accords climatiques: un effort global pour réduire notre impact

Par Olivia DeYoung



**1987: Washington, US**

Le président Bush signe la *Loi sur la protection du climat* encourageant l'Agence américaine pour la protection de l'environnement (EPA) et le Département d'État américain à développer des options de politiques internationales relatives à l'augmentation des gaz à effet de serre (GES), à organiser des réunions et à publier un rapport résumant les connaissances internationales à propos des changements climatiques.



**1992: Rio de Janeiro, Brésil**

Le sommet de la *Terre à Rio de Janeiro, Brésil*, détermine la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), qui avait pour but de stabiliser les émissions de gaz à effet de serre. Cette convention n'était pas juridiquement contraignante et n'établissait pas de limites obligatoires, mais 152 pays ont déterminé un objectif volontaire de réduire leurs émissions au niveau des émissions de 1990 pour l'année 2000.



**1997: Kyoto, Japon**

Le *Protocole de Kyoto* est négocié durant la troisième réunion de la COP, établissant un objectif juridiquement contraignant de réduction de gaz à effet de serre de 5,2 % en dessous des niveaux de 1990 pour 2012. Le Canada vote en faveur du protocole en 2002.



**1988: Toronto, Canada**

La *Conférence internationale sur le changement dans l'atmosphère* fut le premier forum international majeur réunissant les scientifiques et les dirigeants politiques mondiaux dans un effort de combat contre le réchauffement global. Les nations développées ont alors requis une réduction des émissions de CO<sub>2</sub> de 20% pour 2005. Cette conférence a joué un grand rôle dans l'établissement du GIEC, groupe international d'experts scientifiques sur le réchauffement climatique, qui a été formé plus tard cette année-là.



**1995: Berlin, Allemagne**

Après la sommet de la Terre, la *conférence des parties (COP)* est créée afin de réviser le progrès et considérer les actions futures à travers des réunions annuelles. Rien n'est vraiment ressorti des deux premières réunions, à part un accord disant que la CCNUCC n'était pas suffisante – des engagements juridiquement contraignants seraient requis afin que des actions réelles aient lieu.

engagements de réduction de la part des riches nations mondiales. Cependant, le protocole de Kyoto n'imposait aucune contrainte en matière d'émissions de carbone sur les pays plus pauvres, nations en développement. C'est ce qui a empêché les États-Unis de signer le Protocole de Kyoto, et qui, d'après les critiques, a servi de justification au précédent gouvernement du Canada de retirer son approbation.

Retour aux plans nationaux. Après des années de négociations dans les différentes COP, de Montréal au Pérou, les principaux termes des plans nationaux étaient négociés. Pour être acceptés par les Nations unies, les plans nationaux doivent refléter la situation du pays et ses capacités à travailler de façon transparente et ambitieuse envers une société et une économie à faibles émissions de carbone. Les plans incluent des efforts afin d'augmenter la ténacité ainsi que des composantes d'adaptation afin d'adresser les impacts des changements climatiques.

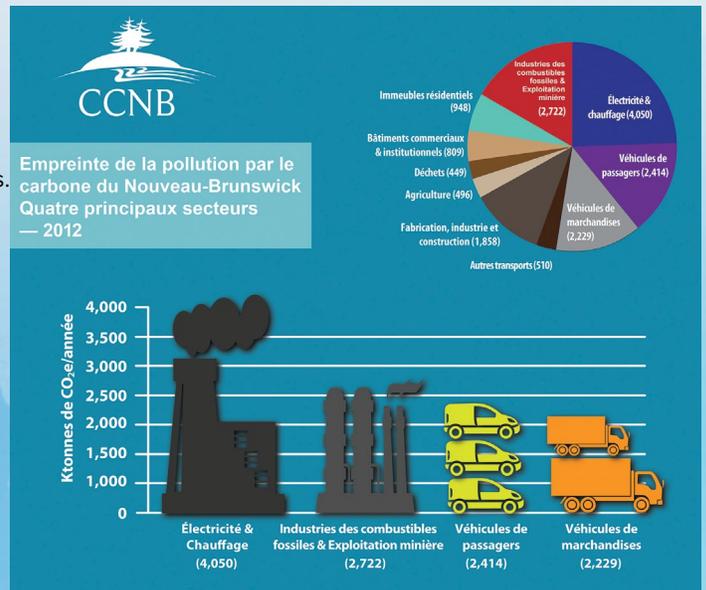
La plupart des pays ont intensifié leurs politiques avant la conférence de Paris. Selon les Nations unies, 131 plans ont été soumis. Au total, ces plans tiennent compte de 91,1% des émissions globales de gaz à effet de serre. Tous les pays développés ont soumis leurs engagements. D'autres bonnes nouvelles? De nombreux pays ont mis en avant des engagements détaillés

et incluant des objectifs qui excèdent leurs précédents engagements.

Examinons quelques-uns des plans nationaux, en commençant avec des bonnes nouvelles de la part des grands protagonistes.

En 2012, plus de la moitié (53%) de la pollution mondiale par le carbone venait de la Chine, l'Union Européenne et les États-Unis, et ce en faisant l'hypothèse que leurs plans soient mis sous intense surveillance.

Dans son plan, la Chine s'engage à réduire des émissions de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) – un cinquième de ces réductions provenant de la transition entre le charbon et le pétrole et d'autres sources d'énergie faibles en émissions de carbone – et de réduire son intensité en carbone – c'est-à-dire le rapport encore les émissions



de GES et le produit intérieur brut ou PIB – de 60 à 65% par rapport à 2005, et ce d'ici 2030. Cela constitue un bon départ pour la nation mondiale la plus peuplée, et superpuissance économique, affirme le *Climate Action Tracker*. Du côté négatif, le groupe de réflexion reporte que l'objectif de la Chine en termes d'intensité en carbone revient à permettre une augmentation de la température globale de

Continuée à la page 8...

Au total, la première phase du Protocole de Kyoto n'a pas réussi à ralentir les émissions globales de carbone. Le Protocole n'est même pas devenu loi internationale avant la moitié de la première phase d'engagement. Certains pays et régions, et plus particulièrement l'Union Européenne, ont atteint ou même dépassé leurs objectifs, mais les autres grandes nations ont échoué. Deux des plus grands émetteurs, les États-Unis et la Chine, ont émis assez de gaz à effet de serre supplémentaires pour annihiler les réductions réalisées par les autres pays. Pendant la première phase, le Canada s'est engagé à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 6% en-dessous des niveaux de 1990 d'ici 2012, mais en 2009 les émissions étaient 17% plus élevées qu'elles l'étaient en 1990.



### 2009: Copenhague, Danemark

L'accord de Copenhague est créé, reconnaissant le besoin de limiter l'augmentation de la température globale à 2%, de protéger les forêts et d'établir un cadre pour le Fonds vert pour le climat, ce afin d'apporter une aide financière aux mesures de limitation et d'adaptation dans les pays en développement. Plus de 130 pays, y compris le Canada, ont signé l'accord de Copenhague lors de la réunion l'année suivante.



### 2013: Varsovie, Pologne

COP 19 se tient en Pologne. Les différentes parties sont supposées créer une feuille de route pour COP 2015 à Paris (où un traité juridiquement contraignant de réduction de GES serait conclu). Les discussions sont avortées, et les différentes parties s'engagent à reprendre les négociations l'année suivante au Pérou.



### 2015: Paris, France

Les pays, armés de leur plan national d'action climatique, se rassemblent pour COP21 à Paris afin d'établir les engagements juridiquement contraignants afin de réduire les GES après l'année 2020.



### 2004: Moscou, Russie

La Fédération de Russie vote en faveur du Protocole de Kyoto, permettant ainsi d'atteindre les 55% nécessaires à son adoption. Il rentre en vigueur comme document juridiquement contraignant en 2005, et en 2007 il est adopté et approuvé par 177 pays.



### 2012: Doha, Qatar

La Déclaration de Doha, amendement au Protocole de Kyoto, est adoptée. Celle-ci détermine la deuxième phase du protocole de Kyoto. Le Canada ne s'est pas engagé à atteindre les objectifs, et fut le premier pays à annoncer son retrait.



### 2014: Lima, Pérou

Les pays ont repris les négociations en vue de Paris et ont adopté la Déclaration de Lima pour l'action climatique, mettant en place les discussions nécessaires afin d'atteindre un accord pour ce qui serait établi en 2020 et après.

3-4°C, ne permettant pas d'atteindre l'objectif ultime de 2°C.

Les pays qui constituent l'Union Européenne se sont engagés à réduire les émissions globales de 40% par rapport au niveau de 1990 d'ici 2030. Les critiques disent que le plan de l'Union Européenne, malgré le fait d'être un bon objectif, possède une méthode de calcul de réduction de la pollution par le carbone qui reste floue. Les experts de Carbon Brief sont inquiets de voir les pays de l'UE surestimer le carbone qui est stocké dans les forêts, et de les voir ne pas porter assez d'attention aux émissions de GES des secteurs industriels comme la cimenterie, l'aciérie, les secteurs du charbon et de l'acier. Au sein de l'UE, certains plans nationaux sont meilleurs que d'autres, citons par exemple la Norvège et la Suisse.

Toujours au rayon des bonnes nouvelles, le plan des États-Unis contient de meilleurs objectifs que les précédentes ébauches. Ce pays à très haute pollution en carbone (centrales de charbon, voitures et camions, et grandes industries constituent les sources majeures de pollution) affirme qu'il réduira des émissions de 17% d'ici 2020 et de 26-28% d'ici 2025, et ce par rapport au niveau de 2005.

Nous avons également trouvé le plan du

Brésil intéressant. Il est ambitieux, et jusqu'à ce jour, le seul plan de pays en développement qui contient un objectif absolu (par opposition à un objectif basé sur l'intensité) de réduction des émissions. L'engagement contient également une composante adaptative.

A ce jour, les analystes montrent du doigt le Canada et l'Australie comme ayant des mauvais plans nationaux avant Paris. Rappelons que le plan du Canada a été préparé par le précédent gouvernement, et nous – et le reste du Canada – avons bien pris note de l'approche de notre nouveau Premier Ministre.

Selon nos amis du Climate Institute, les plans du Canada et de l'Australie signifient que, parmi tous les gens de la planète, ces deux pays seraient autorisés à polluer le plus en 2030. Et comme si ce n'était pas encore assez mauvais, le panel d'experts a également donné au Canada et à l'Australie la note F, principalement pour avoir manqué le but de l'exercice, qui est de contribuer de façon équitable à maintenir l'augmentation de température en deçà de 2°C.

Le plan du Canada est de réduire ses émissions de 30% d'ici 2030, sur base des émissions de 2005.

Il est dommage que le plan du Canada soit comparé à l'Australie dans le rang des mauvais élèves. Mais voici ce que le fameux Institut des ressources mondiales affirme: le Canada et la Russie ont les taux de réduction des émissions de GES les plus faibles pour 2020-2030. L'engagement russe est conditionnel et basé sur ce qui ressort de la convention de Paris ainsi que des engagements des autres pays développés.



## Quoi de neuf au Canada?

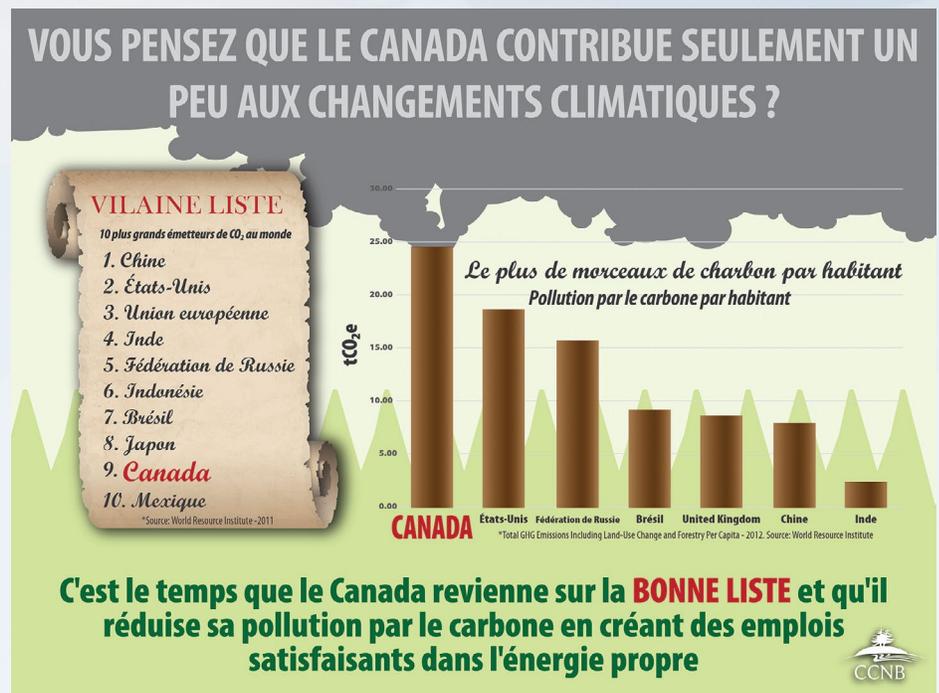
Les réglementations en terme de changement climatique varient de province en province et sont en constante évolution. Voici un aperçu des principales initiatives au Canada:

- En Colombie-Britannique, le *Clean Energy Act* a pour objectif d'attendre 93% d'énergies renouvelables et l'autonomie d'ici 2016.
- En Ontario, le *Green Energy Act* a fermé les centrales au charbon en 2014, une première en Amérique du Nord. Le *Green Energy Act* promeut également le développement d'énergies renouvelables et, d'après la fondation David Suzuki, a déjà créé plus de 20,000 emplois.
- Le système de plafonnement et d'échanges limite les émissions des entreprises et font usage du large marché du carbone de la province.
- Efficiency Nova Scotia affirme que les incitations d'efficacité énergétique ont réduit la demande d'électricité de 5,5%.

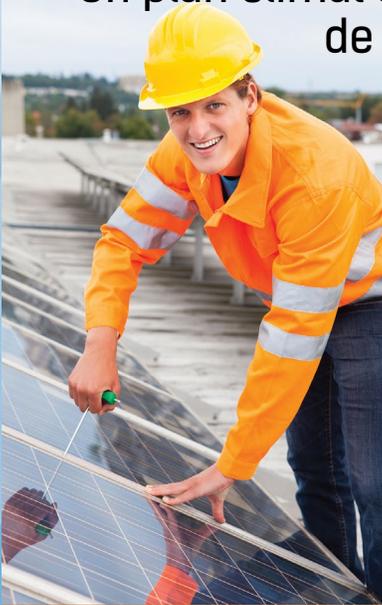


**2030**

Le plan du Canada est de réduire ses émissions de 30% d'ici 2030, basé sur les émissions de 2005.



# Un plan climat solide pour le Canada va contribuer à la croissance de l'économie – non pas à la faire chuter. Par Karyn MacPherson



La vieille dichotomie des emplois versus l'environnement est maintenant chose du passé. L'impératif d'agir sur les changements climatiques, de concert avec les avancements accomplis dans les technologies de l'énergie propre, nous donne l'opportunité de créer des emplois satisfaisants, de créer de la richesse et de la prospérité, tout en protégeant l'environnement et en faisant notre part pour combattre les changements climatiques.

## Efficacité énergétique

Un rapport en 2012 par le « Acadia Centre » démontre que les investissements dans l'efficacité énergétique ne font pas seulement qu'optimiser la consommation et la demande en énergie, mais ils mènent à une croissance économique et à la création d'emplois.

Selon le rapport « *L'efficacité énergétique, moteur de la croissance économique au Canada* », le Nouveau-Brunswick pourrait voir une nette augmentation de son PIB de 3 \$ à 6 \$ pour chaque dollar dépensé sur les programmes qui réduisent l'utilisation de l'énergie à la maison et par les entreprises; le scénario le plus agressif prévoyait 5,9 milliards de dollars en PIB durant la période de l'étude (2012-2040). Nous avons déjà vu les avantages de la programmation en efficacité énergétique au Nouveau-Brunswick. L'organisme de la Couronne, Efficacité NB (dont la programmation fut incorporée à Énergie NB l'automne passé) a aidé 30,000 propriétaires, 402 édifices commerciaux et 42 installations industrielles à améliorer leurs opérations depuis son lancement en 2005. Les incitatifs modestes offerts à travers ses programmes ont mené à 7 \$ d'activité économique pour chaque 1 \$ investi par le gouvernement, et ont réduit de 210 000 tonnes les émissions provinciales de gaz à effets de serre.

## Tarification du carbone

La Commission de l'Écofiscalité du Canada décrit la tarification provinciale du carbone comme étant la façon la plus pratique de réduire les émissions de gaz à effets de serre à un coût raisonnable. La commission souligne la taxe sur le carbone de la Colombie-Britannique comme exemple à suivre. La taxe de la Colombie-Britannique donne aux pollueurs la flexibilité de réduire les émissions et générer des revenus qui sont utilisés pour financer d'autres mesures économiques et environnementales, tels

que des investissements dans l'innovation en énergie propre et dans l'infrastructure publique.

## Investir dans la technologie propre

Dans un interview récent accordé au journal *The Guardian*, le Prof. John Schellnhuber, l'un des plus éminents et influents spécialistes du climat au monde, déclarait que le mouvement vers une économie mondiale à faible émission de carbone gagnerait un élan irrésistible si suffisamment de gros pays agissent sur leurs nouveaux plans sur le climat, faisant remarquer que : « En bout de ligne, rien ne peut faire compétition avec les renouvelables. » Un rapport publié par Énergie propre Canada affirme que les gouvernements pourraient profiter de la demande émergente pour de l'énergie propre et des technologies propres en encourageant la croissance dans ces secteurs par l'entremise d'allègements fiscaux pour le stockage d'énergie et la technologie solaire. Selon ce rapport, le Canada représente 2,5 % du commerce mondial, mais seulement 0,4 % du marché de l'énergie propre à l'échelle mondiale.

## Épargnes en santé

Une étude récente effectuée par la « Harvard School of Public Health » démontre que le changement vers l'énergie renouvelable est tout aussi bon pour la santé publique qu'elle l'est pour le climat. Les chercheurs ont déterminé que les avantages régionaux en matière de santé, d'une valeur de centaines de millions de dollars par année, sont attribuables aux projets en énergie renouvelable et en efficacité énergétique (surtout en s'éloignant de l'utilisation de l'électricité sale alimentée au charbon). Selon l'étude, des parcs éoliens construits près de Cincinnati et de Chicago ont produit 210 millions de dollars en avantages pour la santé, alors que les projets d'efficacité énergétique à Cincinnati ont produit 200 millions de dollars de retombées durant les heures creuses et 20 millions de dollars aux heures de pointe.

## Parlons de politiques

- ▶ Nous sommes membre du « Lower St. John Hydro Community Liaison Committee » (Comité de liaison communautaire sur l'énergie hydraulique dans la partie inférieure du fleuve St-Jean) qui est organisé par Énergie NB, et nous avons participé à la série de Portes ouvertes d'engagement du public sur le Projet de Mactaquac.
- ▶ Nous avons offert du feedback positif sur les réglementations préliminaires du nouveau Programme provincial de recyclage des déchets électroniques.

## Le CCNB est régulièrement invité à offrir des conseils en matière de politiques sur des enjeux qui sont importants pour vous.

- ▶ Nous avons soumis des commentaires sur l'Évaluation environnementale d'une ferme d'élevage de canards et de poissons à Grand Lac.
- ▶ Nous faisons partie du « Marine Debris Stakeholder Advisory Committee » (Comité aviseur d'intervenants sur les débris marins) qui agit comme conseiller sur une stratégie de réduction des débris marins pour le sud-ouest du Nouveau-Brunswick.
- ▶ Nous avons donné du feedback sur les nouvelles réglementations préliminaires de la province pour le développement de projets d'énergie renouvelable à petite échelle.
- ▶ Nous avons envoyé des lettres de félicitations à tous les nouveaux députés et ministres du Cabinet fédéral qui vont représenter le Nouveau-Brunswick.
- ▶ Nous avons rencontré le Ministre de l'Éducation pour faire notre contribution sur les enjeux d'éducation à la durabilité et sur le curriculum de l'apprentissage en plein air.
- ▶ Nous continuons à participer au « Musquash Advisory Council » (Conseil aviseur pour Musquash) pour appuyer la gestion courante par le MPO de la Zone de protection marine de l'Estuaire de Musquash.

## Se libérer du charbon au Royaume-Uni... et en Alberta ?

Amber Rudd, Secrétaire à l'Énergie au Royaume-Uni (R-U), annonçait le 18 novembre que son pays allait fermer toutes les centrales électriques au charbon pas plus tard qu'en 2025, ce qui en ferait la première économie mondiale majeure à s'engager dans un tel plan.

Cette annonce était bienvenue, avec un certain grain de sel, bien sûr, par les principales organisations environnementales en Grande-Bretagne.

« Nous sommes heureux que le R-U veuille bien fermer toutes les centrales au charbon d'ici 2025. » C'est ce que Dipti Bhatnagar, Coordinateur de la justice climatique et de l'énergie pour Les Amis de la terre - International, déclarait à Common Dreams. « Mais le R-U doit en faire beaucoup, beaucoup, beaucoup plus. Ils ont une grande responsabilité pour les changements climatiques et ils doivent

mettre fin complètement à tous les combustibles fossiles. Ils ne peuvent pas aller vers la fracturation hydraulique, ni vers le nucléaire. Ils doivent complètement transformer leur économie en s'éloignant de l'énergie sale. »

Le système électrique du Canada a été témoin de certains gouvernements provinciaux qui ont entamé de grandes démarches pour également éliminer le charbon. En 2014, une année d'avance sur la date prévue, le gouvernement de l'Ontario fermait sa dernière centrale au charbon à Thunder Bay — la convertissant pour fonctionner à la biomasse au lieu du charbon. Il s'agissait de l'une de cinq grandes centrales en Ontario qui, un peu plus de dix ans passés, produisaient 25 pourcent de l'électricité de la province. Et, seulement quelques jours après l'annonce du R-U, la Première ministre de l'Alberta, Rachel Notley, en faisait autant -- en déclarant que la province allait éliminer l'électricité alimentée au charbon d'ici 2030.

Brûler du charbon pour produire de l'électricité est très polluant, surtout en comparaison avec l'énergie éolienne, solaire ou autres formes d'énergie renouvelable. Quand l'on brûle du charbon, non seulement de gros montants de gaz à effets de serre sont-ils émis -- la pollution qui cause des changements climatiques -- mais aussi d'autres polluants, comme le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote, qui contribuent à la pollution atmosphérique au niveau local, aux pluies acides, ainsi qu'à la pollution par le mercure qui est hautement toxique aux humains et qui se concentre dans le poisson et autres mammifères.

La centrale électrique au charbon d'Énergie NB, à Belledune, fut ouverte en 1993. En 2013, elle a émis environ 4 430 tonnes de SO<sub>2</sub> et 2,8 millions de tonnes de gaz à effets de serre (Ministère de l'Environnement NB et Environnement Canada). Le plan à long terme de cette installation prévoit sa fermeture, mais pas avant la période 2038-45 (Environnement Canada et Énergie NB).



## Prendre le pouls des estuaires du Nouveau-Brunswick & Tracer le déclin réel du saumon de l'Atlantique

Estuaire de la Musquash, zone de protection marines, Nouveau-Brunswick.  
Nick Hawkins/Conseil de conservation du Nouveau-Brunswick

Des recherches amorcées par Inka Milewski, Conseillère scientifique du CCNB, il y a plus d'une décennie, furent récemment approfondies et publiées grâce à une collaboration avec l'Université Dalhousie.

L'équipe, incluant les chercheurs Heike K Lotze et Reba McIver, ont étudié la santé de sept estuaires dans l'Est du Nouveau-Brunswick en examinant le niveau d'azote trouvé dans la zostère -- un habitant important pour plusieurs animaux, y compris les oiseaux migratoires, tels que les bernaches du Canada. Milewski déclare qu'il est important de comprendre d'où vient l'azote dans nos estuaires afin de bien gérer les bassins versants et garder en santé ces habitats critiques que sont les marais salés. Les chercheurs ont trouvé que le plus grand contributeur d'azote dans six des sept estuaires était la pollution atmosphérique d'origine anthropogène et

qu'elle venait probablement du centre du Canada et des États-Unis, alors que d'autres contributions venaient d'une usine locale de transformation du poisson et de l'usine de traitement des eaux usées.

Étant donné que la pollution atmosphérique ne peut être contrôlée pas notre province à elle seule, Milewski explique qu'il est important que l'on maintienne la santé des zones tampon riveraines et de protéger les terres humides provinciales afin d'assurer la santé de nos estuaires. Elle dit que cette recherche va aider les décideurs de notre province à gérer ces zones écologiquement sensibles d'une manière plus efficace. Vous pouvez lire le document de recherche au complet sur notre site web.

Cet automne, alors que le journal quotidien anglophone de la province concluait une série d'articles sur le déclin de la

population du saumon de l'Atlantique au Nouveau-Brunswick, Milewski a publié un commentaire rappelant aux Néo-Brunswickois ce qui avait vraiment amorcé ce déclin : l'effet mortel asséné par des millions de livres de pesticides sur les stocks de saumons sauvages. Milewski expliqua l'impact de la campagne d'épandage aérien de DDT durant une période de 40 ans sur le saumon et elle en a raconté l'histoire comme leçon pour les décideurs d'aujourd'hui. « À défaut de reconnaître les effets persistants et à long terme qu'ont eu et continuent avoir les pesticides sur la faune et les humains ; eh, bien cela est une recette pour une répétition de l'histoire, » écrivait Milewski. « L'épandage aérien à grande échelle de l'herbicide glyphosate, récemment classé comme un cancérigène, devrait cesser. Les pesticides utilisés pour tuer le fléau chronique des poux de mer dans les fermes salmonicoles devraient être prohibés. De plus, les pesticides cosmétiques utilisés pour tuer les araignées, les fourmis et les punaises dans nos gazons,

dans les zones de récréation et les cours d'écoles, devraient être interdits. La leçon ultime tirée de l'histoire du déclin du saumon, dans les mots de Rachel Carson, **c'est que ce que nous faisons à la vie sauvage, nous le faisons à nous-même.** »



dans les zones de récréation et les cours d'écoles, devraient être interdits. La leçon ultime tirée de l'histoire du déclin du saumon, dans les mots de Rachel Carson, **c'est que ce que nous faisons à la vie sauvage, nous le faisons à nous-même.** »

Fiches de la Conseillère scientifique du CCNB



## Un grand spécialiste des eaux souterraines nous dit de garder le cap sur le moratoire

La décision du gouvernement provincial l'automne passé d'imposer un moratoire sur la fracturation hydraulique a l'appui de l'un des plus grands spécialistes canadiens sur la surveillance des eaux souterraines. Le Dr. John Cherry, chaire du panel du Conseil des académies canadiennes de 2014 sur la fracturation hydraulique, était à Fredericton en novembre pour rencontrer la Commission du Nouveau-Brunswick mandatée de revoir le moratoire du Nouveau-Brunswick. Il a également donné une conférence publique sur l'examen scientifique effectué pour Environnement Canada par son panel sur la fracturation pour le gaz de schiste.

Le Dr. Cherry affirmait qu'après une recherche approfondie de la littérature, de la science et des examens des experts portant sur la fracturation hydraulique, il a conclu qu'il y a une lacune mondiale sur la surveillance scientifique concernant l'extraction du gaz de schiste ; ce manque ne peut donc pas permettre que des décisions scientifiques puissent en justifier le développement au Canada Atlantique.

Dans sa présentation, le Dr. Cherry fit remarquer que : « Quand l'industrie a commencé à approcher les endroits où nous vivons (au lieu d'opérer dans des endroits isolés, loin des gens ou de leurs sources d'eau), cela a tout changé. » Il a assuré la foule que le

Nouveau-Brunswick n'est pas le seul à avoir un moratoire. « Un moratoire sur la fracturation pour le gaz de schiste est plutôt la norme. Le Nouveau-Brunswick n'est pas une exception. » Lorsqu'on lui a demandé quel conseil il offrirait à la Commission du Nouveau-Brunswick et au gouvernement provincial, le Dr. Cherry a dit : « Étant donné où en est le Nouveau-Brunswick, étant donné qu'il y a présentement une politique de moratoire, ça fait du sens de continuer ce moratoire à l'avenir. La Côte Est et le Nouveau-Brunswick ne sont pas convenables pour l'expérimentation. »

Le Dr. Cherry, un expert distingué et auteur de nombreuses publications sur la surveillance des eaux souterraines, dirigeait de 2012 à 2014 un panel de 16 experts nord-américains sur une grande variété d'enjeux reliés au développement du gaz de schiste. En terminant sa présentation, le Dr. Cherry déclarait qu'il aimerait avoir une opportunité d'examiner les impacts de la fracturation pour le gaz de schiste dans le contexte d'une stratégie énergétique complète pour le pays, en faisant remarquer qu'aucun des panels d'experts rassemblés sur la fracturation pour le gaz de schiste, ni leurs rapports, n'avaient jamais été mandatés d'examiner, ni d'explicitier toute la gamme complète des options énergétiques et de leurs impacts pour discussion publique.



## Un mandat de combattre les changements climatiques

Déjà parodiée par l'émission

emblématique de la CBC, « *This Hour Has 22 Minutes* », la nouvelle Ministre de l'Environnement et des Changements climatiques du Canada a beaucoup de travail difficile



à accomplir. Non seulement Catherine McKenna est-elle chargée de diriger la délégation canadienne dans le cadre des prochaines négociations de l'ONU sur les changements climatiques (en compagnie du nouveau Ministre des Affaires internationales, Stéphane Dion), mais elle a également été mandatée de défaire dix années de déréglementation généralisée des lois protégeant l'environnement. La lettre de mandat de la Ministre, rédigée par le Premier ministre Justin Trudeau, fait état d'une liste de tâches qui inclut un peu de tout, de rédiger de nouvelles lois pour protéger la santé humaine de la pollution atmosphérique dangereuse, jusqu'à restaurer la réputation du Canada en matière d'intendance de l'environnement, en plus de « restaurer une surveillance robuste et des évaluations environnementales rigoureuses. » Selon la lettre, sa grande priorité sera de « s'assurer que notre gouvernement fasse preuve de leadership national afin de réduire les émissions, de combattre les changements climatiques et de tarifier le carbone. » Vous pouvez trouver un lien à toutes les lettres de mandat des ministres du Cabinet et lire la déclaration de Lois Corbett, Directrice générale du CCNB, sur les nominations en question sur notre site web.



bullfrogpower bullfrogpowered®

## Conserver House est maintenant alimentée à 100 % par de l'énergie propre

Le 1<sup>er</sup> octobre, nous avons rejoint plus de 10 000 Canadiens qui aident à rendre plus propre le réseau électrique en devant « bullfrogpowered ». Bullfrog Power est le plus gros fournisseur d'énergie propre au pays. La compagnie basée à Toronto permet aux propriétaires, aux commerces et aux organisations de commencer à utiliser de l'énergie à 100 % renouvelable en investissant dans de nouveaux projets d'énergie propre à travers le Canada. Depuis sa fondation en 2005, Bullfrog Power et ses clients ont aidé à mettre plus de 3 millions de MWh d'énergie propre et plus de 4 millions GJ de biogaz propre dans le système d'énergie du Canada. Le même montant d'énergie provenant de combustibles fossiles aurait contribué 1,1 million de tonnes de pollution par le carbone aux changements climatiques. Nous sommes fiers que notre bureau au 180 de la rue John, à Fredericton, appuie la croissance de l'énergie renouvelable au Canada ! Pour en savoir plus sur Bullfrog Power et son partenariat avec nous, visitez notre site web.

## Apporter des solutions dans votre communauté

Nous avons visité des communautés à travers la province pour parler aux résidents et aux fonctionnaires locaux à propos des opportunités et des avantages de démarrer leur propre projet d'énergie renouvelable. Le dernier arrêt de la tournée « *Renewable Solutions NB Tour: Inspire, Connect, Advance* » a amené la Directrice générale, Lois Corbett, à Woodstock, à la fin de novembre, là où elle a rencontré des producteurs d'énergie renouvelable, des organisations d'entreprises locales, des élus et des membres de la communauté qui



veulent voir apparaître plus de panneaux solaires, plus de parcs éoliens et de systèmes géothermiques à travers notre province. Organisée conjointement avec Transition Woodstock, les participants furent instruits sur l'état actuel de la production d'énergie renouvelable dans la région et dans l'ensemble du Nouveau-Brunswick, y compris ce qui est nouveau et stimulant dans le secteur florissant des technologies propres et comment l'énergie renouvelable atteint -- et pourrait excéder -- les cibles d'action de la province sur le climat, tout en créant des emplois satisfaisants ici même, chez-nous. Veuillez nous contacter à [tracy.glynn@conservationcouncil.ca](mailto:tracy.glynn@conservationcouncil.ca) si vous êtes intéressés à ce que cette tournée s'arrête dans votre communauté. Visitez notre site web pour en savoir plus à propos de la tournée « **Renewables Solutions NB Tour** ».



## Un appel spontané pour du leadership sur la protection de l'eau

Charles Murray, l'Ombudsman provincial, a fait une présentation rafraîchissante lors de l'AGA de la « Nashwaak Watershed Association » à la fin de novembre à propos de son rapport de 2014 sur le programme et la réglementation de la Classification des eaux de la province. Notre Directrice de la protection des eaux douces, Stephanie Merrill, qui assistait à cette présentation, partageait entièrement le message de l'Ombudsman ; le moment est venu de passer à l'action. Le Programme de classification des eaux et la réglementation furent proposés en 2002 -- presque 14 ans passés -- comme intention progressive d'établir des normes sur la qualité de l'eau dans les rivières du Nouveau-Brunswick et de générer des plans d'action pour réaliser et améliorer leur protection. Des 19 rivières soumises pour classification, pas une seule d'entre-elles n'a été reconnue et mise à exécution par la réglementation.

M. Murray déclare qu'une volonté politique forte manquait dans ce dossier et « qu'un ministre déterminé avec un

programme solide peut surmonter ce genre d'obstacles ».

Le Conseil de conservation a rencontré le Ministre Kenny et discuté cette opportunité à plusieurs reprises. Il est amateur de pêche enthousiaste et il connaît bien la valeur culturelle et économique qu'offre nos cours d'eau. Il a l'opportunité de faire bouger les choses suite à des années de stagnation et de créer un legs positif en tant que Ministre de l'Environnement. M. Murray le disait si bien : « Il (le Ministre Kenny) a une opportunité exceptionnelle. Il a hérité d'un enjeu suite à différents gouvernements de différentes couleurs. Il n'en est pas l'auteur, mais il peut en être la solution. S'il fait quelque chose dans ce domaine, s'il propose n'importe- quelle réglementation qui a un effet quelconque, il pourra dire : « Je suis le Ministre de l'Environnement le plus efficace que cette province a connu depuis le début du présent millénaire. » « Il pourrait être le héros de cette histoire -- s'il décide de s'y mettre. »